

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale  
des territoires

Service aménagement, risques  
Cellule prévention des risques

Affaire suivie par Mireille Lafontaine  
tél. : 04 50 33 79 70

courriel : mireille.lafontaine@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le 13 août 2010

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
Chevalier de la Légion d'honneur

**Arrêté n° DDT-2010.722**

**d'ouverture d'enquête publique sur le projet de révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles avalanches de la commune de MIEUSSY.**

**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles R123-1 à R123-23 (enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement) et les articles R562-1 et suivants (élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles) ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Mieussy ;

**VU** l'arrêté préfectoral DDE .n°.2208.104 du 3 mars 2008 prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles avalanches de la commune de Mieussy ;

**VU** la décision de désignation du commissaire enquêteur par le tribunal administratif de Grenoble en date du 7 janvier 2010 ;

**VU** le dossier d'enquête ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1** : Il sera procédé sur le territoire de la commune de MIEUSSY, **du lundi 27 septembre au jeudi 28 octobre.2010**, à une enquête publique sur le projet de révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles avalanches.

**Article 2** : Madame Hélène BLANC, préfet honoraire, assurera les fonctions de commissaire enquêteur. Elle siègera en mairie de Mieussy, où toutes les correspondances relatives à l'enquête devront lui être adressées.

Elle se tiendra à la disposition du public, afin de recevoir les observations, les :

- **lundi 27 septembre matin de 9 h à 12h**
- **jeudi 7 octobre après-midi de 14h à 17h**
- **samedi 16 octobre matin de 8h30 à 11h30**
- **jeudi 28 octobre après-midi de 14h à 17h**

**Article 3** : Les pièces du dossier ainsi qu'un registre ouvert par Monsieur le Maire, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés en mairie, où le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture des locaux sauf jours fériés (les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h / 14h à 17h et les mercredi de 9h à 12h et samedi de 8h30 à 11h30) et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur en mairie.

**Article 4** : A l'expiration du délai d'enquête publique, le registre d'enquête sera clos et signé par Monsieur le Maire de Mieussy.

**Article 5** : Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête pour remettre son rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Savoie.

**Article 6** : Les copies du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront déposées en mairie de Mieussy, à la Préfecture de la HAUTE-SAVOIE ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires (S.A.R. - Cellule prévention des risques) où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

**Article 7** : L'avis d'ouverture d'enquête sera affiché dans les lieux habituels d'affichage de la commune, notamment à la porte de la mairie et porté à la connaissance du public par tous autres procédés en usage dans la commune, **au moins 15 jours avant la date d'ouverture d'enquête et durant toute la durée de celle-ci**. Cette formalité devra être constatée par un certificat du Maire qui sera annexé au dossier d'enquête.

Cet avis sera en outre inséré aux frais de l'Etat, en caractères apparents, dans les journaux LE DAUPHINE LIBERE et LE FAUCIGNY, 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

**Article 8** : M. le Secrétaire général de la préfecture, M. le Directeur départemental des territoire , Monsieur le Maire de Mieussy et Madame le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

*Signé*

Jean-François Raffy